



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CCAS

N° DLP2021-25 - Séance du 12/04/2021

ACTES

1. Commande publique

1.1 Marchés publics

1.1.1 Délib, décisions et arrêtés relatifs aux MP, aux AC et à leurs avenants

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
13	7	9

Vote	
Pour	9
Contre	0
Abstention	0

L'an 2021, le 12 avril à 16h00, le conseil d'administration du CCAS de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Cabernet, sous la présidence de Madame Marie-Thérèse AMALVY, Vice-Présidente du CCAS, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par voie électronique aux membres du conseil d'administration le 08/04/2021. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au CCAS le 08/04/2021.

Présents :

Marie-Thérèse AMALVY, André TURQUAY, Madeleine SABASTIA, Bernard VIDAL, Michel BAUDOUR, Josiane DEVESA, Brigitte DEMURTAS.

Absents représentés :

Marie-France TEXIER représentée par Brigitte DEMURTAS

Christiane GAUBERT représentée par Madeleine SABASTIA

Absents excusés :

Jean-Luc MEISSONNIER, Alain SOULIER, Hubert FABRITIUS, Bertrand LEENHARDT

Secrétaire de séance :

Emily NOCERA, Directrice du CCAS

N° DLP2021-25 – CCAS & EHPAD : MODIFICATION DU CONTRAT D'ASSURANCE DES RISQUES STATUTAIRES

Madame Madeleine SABASTIA rappelle que par délibération 2018-36 du 30 octobre 2018 le CCAS a souscrit un contrat d'assurance statutaire avec SOFAXIS (courtier) / CNP (assureur) pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2022.

Au vu de l'absentéisme de la collectivité, le président du Centre de gestion de l'Hérault, mandaté pour le suivi et l'assistance à la gestion des contrats d'assurance garantissant la collectivité contre les risques statutaires, a adressé, le 4 novembre 2020, au président du CCAS, un courrier précisant que les résultats constatés sur les exercices 2019 et 2020 impliquaient l'activation de la clause contractuelle d'ajustement tarifaire qui se traduit par une majoration du taux de cotisation à compter du 1^{er} janvier 2021 (qui passerait de 7,70% de la masse salariale à 13,09% en gardant les mêmes garanties).

Aussi, différentes propositions ont été étudiées afin de pouvoir réajuster le taux de cotisation en fonction des éléments d'absence recueillis.

Les modifications proposées sont les suivantes et concernent les agents CNRACL.

Le montant des indemnités journalières pour les risques maladie ordinaire, longue maladie, longue durée, maternité, adoption, paternité et accueil de l'enfant, passe de 100% au taux de 7,70% à 90% au taux de 8,60%.

Désignation des risques	Formule de franchise 2019	Taux 2019	Nouvelle formule de franchise 2021	Nouveaux taux 2021
Décès		0,14%		0,14%
Maladie ordinaire	15 jours	2,70%	30 jours	2,88%
Longue maladie et maladie longue durée	Sans	2,57%	180 jours	2,66%
Temps partiel thérapeutique, mise en disponibilité d'office pour maladie, infirmité de guerre, allocation d'invalidité temporaire : Inclus dans les taux				
Accident et maladie imputable au service	Sans	1,60%	30 jours	1,87%
Maternité, paternité	Sans	0,69%	Sans	1,05%

Les autres conditions du contrat ne sont pas ne sont pas modifiées.

Il est proposé au conseil d'administration d'accepter les nouvelles garanties proposées par l'assureur.

Où l'exposé du rapporteur, le conseil d'administration

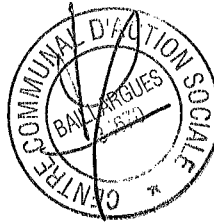
- **APPROUVE** les modifications précitées du contrat d'assurance des risques statutaires
- **INSCRIT** au budget les crédits correspondant,
- **AUTORISE** Monsieur le Président ou toute personne habilitée à signer tous les documents nécessaires à la mise en place de cette modification

Pour extrait conforme,

Le 12/04/2021

La Vice-Présidente,

Marie-Thérèse AMALVY



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 16/04/2021

Reçu en préfecture le 16/04/2021

Affiché le



ID : 034-213400229-20210412-DLP2021_25-DE